

ARTICLE

Le spectre de la malnutrition plane sur les camps du Burundi

Enveloppé d'un bout de couverture jaune et verte, un enfant de 16 mois, Richard Nsabimana, tend les deux mains à sa mère pour qu'elle le prenne dans ses bras. Ses cheveux sont fins et blancs, sa peau craquelée, ridée, couverte de croûtes de gale. Sur ses jambes, des plaies ouvertes attirent les mouches, et la pression d'un pouce laisse sur son pied une empreinte excessivement prolongée. Il est faible, n'a pas d'appétit et, comme de nombreux enfants burundais, il est gravement malnutri.

Cette situation n'est pas rare au Burundi, où le spectre de la malnutrition s'est depuis longtemps installé dans les maisons et les collines appauvries, mais toujours verdoyantes, de cette petite nation de l'Afrique centrale. Il ne lui est pas difficile de s'attaquer aux enfants, dont l'accès aux aliments, aux soins de santé, à l'assainissement et à des soins appropriés est limité.

Depuis que la guerre civile a éclaté en 1993, les niveaux de malnutrition du pays n'ont cessé de grimper, parallèlement à la détérioration de la situation sanitaire dans son ensemble. C'est dans les camps de fortune pour les personnes déplacées que les conditions sont les plus désastreuses, et de loin. Plus de 600 000 individus, dont au moins un quart d'enfants, ont été déplacés à l'intérieur du Burundi durant les cinq dernières années. Dans certaines des régions les plus touchées, et en particulier dans les camps de regroupement de Karuzi, le taux de malnutrition chez les enfants a atteint 18,7%, et le taux de malnutrition grave 4,9%.

Les causes de la malnutrition sont nombreuses, et difficiles à déterminer. «Je ne sais pas pourquoi il est malade», dit la mère de Richard, Madeleine, âgée de 24 ans, en berçant l'enfant dans ses bras. Richard est atteint de kwashiorkor, une affection qui a ses racines dans une association de facteurs où se mêlent la diététique, la santé, l'éducation, l'accès aux denrées alimentaires, les soins – tout cela amplifié par la guerre civile.

Avant la guerre, la famille de Richard cultivait un bout de terre dans la province de Karuzi, au centre du Burundi. Les récoltes étaient relativement abondantes, et il était possible de vendre sur les marchés locaux le surplus de patates douces, de manioc et de bananes. «Avant la crise», dit Madeleine, «nous avions juste assez pour vivre correctement.» Mais tout a changé quand la guerre civile est arrivée jusque chez eux, à la fin de l'année dernière. Les autorités

militaires les ont forcés à gagner un camp de regroupement – officiellement pour leur propre protection. N'ayant pratiquement plus accès à leurs champs, leurs ressources alimentaires sont tombées en flèche.

Un mois après l'arrivée au camp, Richard est tombé malade: diarrhée, vers intestinaux. Ses parents aussi sont malades: son père a du paludisme et sa mère de la gale, comme lui. Le centre de santé le plus proche est à environ trois kilomètres, mais souvent, explique Madeleine, on préfère s'adresser aux guérisseurs traditionnels.

Leur alimentation se compose essentiellement de haricots, de bouillie et des suppléments distribués par une ONG. «Ce n'est pas assez» dit Madeleine. Comme beaucoup de familles de Karuzi, celle de Richard a été incapable de cultiver ses terres, à cause de la maladie et des restrictions de mouvement imposées par les autorités. Quand Madeleine arrive à gagner ses champs, à deux kilomètres, elle ramasse ce qu'elle peut trouver comme nourriture pour sa famille. «Mais, dit-elle, ce qui est là pousse par la grâce de Dieu».

Dans ce camp, comme dans beaucoup d'autres, l'atmosphère aggrave et compromet l'état nutritionnel des enfants. Richard Nsabimana n'est malheureusement pas le seul dans son cas.